

RWANDA

LES REBELLES RWANDAIS PRETS AU DIALOGUE AVEC LA FRANCE

Paul Kagame, commandant des troupes du Front patriotique rwandais, a appelé à la formation d'un gouvernement d'union nationale regroupant les anciens partis d'opposition. Il affirme ne pas vouloir contrôler tout le pays et accepte de discuter avec la France du principe de zones de sécurité accueillant les civils.

Kigali, envoyé spécial

Le camp militaire gouvernemental de Kanombe, qui fut le principal bastion de la défense de la capitale rwandaise à deux pas de l'ancienne résidence de l'ex-président rwandais Habyarimana, est depuis quelques semaines « l'un des nombreux quartiers généraux » du général Paul Kagame, commandant en chef des rebelles du Front patriotique rwandais. Lorsqu'une rencontre avec le général est prévue, le FPR a l'habitude de s'entourer du plus grand mystère et de garder secrets jusqu'au dernier instant l'heure et le lieu de l'interview.

Paul Kagame, 37 ans, marié et père de deux enfants, est arrivé dans sa Jeep Mercedes flambant neuve, revêtue d'une peinture de camouflage. Ses gardes du corps ont pris position autour de lui. Long chat maigre de plus de 1,80 mètre, chaussé de patagasses et vêtu d'une vareuse de combat, sans arme, le général porte des petites lunettes d'intellectuel. Bien qu'il comprenne parfaitement le français, il ne donne ses interviews qu'en anglais.

« Les Français devraient savoir que d'autres gens qu'eux savent tirer! Ils devront réfléchir deux fois avant d'engager une confrontation. » Répondant à la menace française d'user de la force contre le FPR, si celui-ci s'aventure dans la zone de sécurité projetée par Paris, le général Kagame sait alterner la ferme assurance du guerrier — du « freedom fighter », dit-il — et l'habileté du diplomate. « Nous ne comprenons pas le sens de ces menaces. Les Français doivent respecter le droit souverain des Rwandais, leur intervention est une ingérence dans nos affaires internes. En outre, elle est partisane, dans la mesure où la France a soutenu l'ex-gouvernement rwandais et porte une part de responsabilité dans les massacres. Elle n'a pas à nous dire ce que nous devons faire. » Le commandant des rebelles considère désormais que « ce sont les troupes gouvernementales qui sont devenues rebelles ». Après la mise en garde, la main tendue: le FPR est prêt à un cessez-le-feu provisoire, dans les prochains jours, « dès qu'il aura pris encore un peu de terrain et consolidé ses positions ». « Nous ne voulons pas nous emparer de tout le pays », dit-il.

Le général n'est pas opposé à l'idée de créer une zone de sécurité en faveur des réfugiés qui fuient les combats: « Nous ne nous battons pas pour chasser les civils, qui sont nos compatriotes et pour qui nous sommes préoccupés, mais pour chasser et capturer les assassins, qui ont démantelé ce pays. » Paul Kagame est même prêt à s'asseoir à la même table que les Français — dont il attend une délégation ces prochains jours — et, sous les auspices de l'ONU, à négocier les modalités des zones de



La joie des réfugiés Tutsis qui viennent d'apprendre le triomphe du Front patriotique dans la capitale rwandaise.

sécurité: « Pour autant bien sûr que les miliciens et les auteurs d'exactions ne s'y réfugient pas. » D'où l'importance de créer au plus vite une commission d'enquête et une cour internationale, apte à juger les meurtriers. « Nous encourageons les forces armées à se rendre, cela faciliterait les choses. » A en croire Kagame, le front de Kigali s'est déplacé à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de la capitale.

Le commandant militaire du FPR, dont on dit qu'il tient fermement la direction politique du mouvement, a déjà pris contact avec les anciens partis d'opposition, afin de créer « un gouvernement d'unité nationale à base élargie » dans ces prochains jours, dirigé par le Premier ministre de l'ex-gouvernement intérimaire, qui a réussi à échapper aux massacres systématiques de l'opposition politique. « Nous sommes également prêts à inviter les officiers gouvernementaux qui n'ont pas pris part aux massacres à participer à la création d'une armée nationale. » L'aéroport de Kigali devrait rouvrir ces prochains jours.

Jean-Philippe CEPPEL

Mitterrand et Juppé rectifient le tir

Le Président de la République a répété que la mission française était humanitaire et devait le rester. Alain Juppé a affirmé être en contact permanent avec le FPR.

Au dernier jour de sa visite en Afrique du sud, François Mitterrand a saisi hier l'opportunité d'une conférence de presse pour faire une longue mise au point sur la politique de la France au Rwanda. « La France n'entend pas mener d'opération militaire au Rwanda contre qui que ce soit, a-t-il dit. Le sort des Rwandais dépend des Rwandais. Le Front patriotique rwandais n'est pas notre adversaire. Nous ne cherchons pas à retenir son éventuel succès. Nous tendons une main secourable. Là s'arrête notre action. » Le président français a également rappelé que « nous avons été quasiment les seuls à tenter de mettre un terme à ce génocide par une action humanitaire, qui est humanitaire et qui doit le rester ».

Malgré un emploi du temps particulièrement chargé depuis son arrivée au Cap lundi matin, le chef de l'Etat a

été dit-il, « tenu constamment informé » des développements au Rwanda, où le commandant Jacques Rosier aurait hier donné l'ordre à ses troupes de mettre un terme à l'avancée des rebelles à l'ouest du pays. Sans entrer directement dans la controverse sur la légitimité des propos de l'officier français, François Mitterrand a indiqué qu'« en concertation avec le gouvernement français, nous avons décidé de maintenir la mission confiée à nos soldats en leur demandant de ne pas entrer en conflit avec d'autres forces, à moins qu'elles ne soient agressées ». Puis, il a ajouté: « Mais pourquoi y aurait-il agression? »

Après avoir, François Mitterrand avait refait l'historique des relations franco-rwandaïses depuis 1975. La sinieuse digression visait le public hexagonal lointain mais, aussi, les hôtes sud-africains. Nelson Mandela

ayant dit « approuver le principe de toute intervention destinée à sauver des vies humaines », tout en exprimant des réserves quant à sa mise en application. « Nos avions ne sont revenus que pour évacuer les ressortissants français, belges, etc. », a rappelé François Mitterrand, en parlant de l'évacuation des expatriés en avril dernier. « Il nous a alors d'abord semblé que c'était aux Africains de se placer entre Africains », a-t-il poursuivi. « Mais l'OUA jusqu'à ce jour n'a pas bougé. L'ONU a tout de suite dit oui, mais a du mal à se mettre en place. C'est dans ces conditions que le corps français est parti. Mais nous n'avons pas l'intention de faire autre chose que de secourir les populations en danger. »

« Nous sommes en permanence en contact avec le FPR », a affirmé hier

●●●